

FAC • UNIVERSITÉS

MÉMENTOS LMD

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

- Droit des conflits de juridictions
- Droit des conflits de lois
- Droit de la nationalité
- Condition des étrangers en France

François MÉLIN

8^e édition

À jour des règlements 2016/1103 et 2016/1104 et applicables le 29 janvier 2019

François MÉLIN

est Magistrat, après avoir été Maître de conférences des facultés de droit.

Du même auteur

- *La connaissance de la loi étrangère par les juges du fond*, 2002, PUAM.
 - *La faillite internationale*, LGDJ, 2004, LGDJ, coll. Systèmes.
 - *Droit des obligations*, LGDJ, 2006, LGDJ, coll. Systèmes.
 - *Le règlement communautaire du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité*, 2008, Bruylant.
 - *Les programmes de clémence en droit de la concurrence*, 2010, Joly éditions.
 - *Procédure civile 2018-2019*, Mémento pratique Francis Lefebvre (ouvrage collectif).
-

Suivez-nous sur



© Gualino éditeur, Lextenso éditions 2018
70, rue du Gouverneur Général Éboué
92131 Issy-les-Moulineaux cedex
ISBN 978 - 2 - 297 - 06822 - 2
ISSN 1288-9199

FAC • UNIVERSITÉS

MÉMENTOS LMD

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

- Droit des conflits de juridictions
- Droit des conflits de lois
- Droit de la nationalité
- Condition des étrangers en France

François MÉLIN

8^e édition

FAC • UNIVERSITÉS

MÉMENTOS LMD

La collection pour les étudiants en licence (L1, L2 et L3)
Droit, Économie et Gestion.

Chaque livre rend accessibles les connaissances
à acquérir pour réussir les examens.

Chez le même éditeur

- Amphi LMD
- Mémentos LMD
- Exos LMD
- Méthodo LMD
- Carrés Rouge
- Annales corrigées
et commentées
- Réviser en droit
- Master
- En Poche
- Droit Expert
- Petit Lexique

e-mail : gualino@lextenso.fr
www.lextenso.fr

Présentation

Cet ouvrage présente, de façon synthétique et illustrée, les principes essentiels du droit international privé, que doit connaître un étudiant inscrit en première année de master ou un praticien. La connaissance de cette matière réputée difficile et obscure s'avère, en effet, de plus en plus nécessaire compte tenu de la multiplication des relations privées internationales.

Après une introduction consacrée à l'objet, aux sources et à l'historique du droit international privé, sont développés les thèmes suivants :

- **le droit des conflits de juridictions** : il s'agit de déterminer le tribunal compétent pour connaître d'un litige international mais aussi les effets que peut produire en France un jugement rendu par une juridiction étrangère ;
- **le droit des conflits de lois** : une fois qu'il est acquis qu'un tribunal français est compétent, il s'agit de déterminer si le litige doit être résolu en appliquant la loi française ou une loi étrangère ;
- **le droit de la nationalité** ;
- **la condition des étrangers en France** : il s'agit de déterminer les droits dont les étrangers jouissent en France.

Un accent particulier est porté, dans cet ouvrage, sur les règlements européens qui sont venus rénover profondément le droit international privé.

Sommaire

P résentation	5
I ntroduction	19
1 L'objet du droit international privé	20
<i>A - Les conflits de juridictions</i>	20
<i>B - Les conflits de lois</i>	21
<i>C - Le droit de la nationalité et la condition des étrangers</i>	21
2 Les sources du droit international privé	22
<i>A - Les sources internes</i>	22
<i>B - Les sources européennes</i>	23
<i>C - Les sources internationales</i>	23
1) Les traités	23
<i>a) La multiplication des traités</i>	23
<i>b) Les techniques utilisées par les traités</i>	24
2) Le droit international public et la coutume	24
3) Les jurisprudences des juridictions internationales	24
4) Les usages du commerce international	24
3 L'histoire du droit international privé	25
<i>A - De l'Antiquité au ^{xii} siècle</i>	25
<i>B - L'émergence de la problématique des conflits de lois</i>	26
<i>C - L'approfondissement de la problématique des conflits de lois</i>	27
1) La doctrine française	27
2) Les doctrines hollandaise et anglo-américaine	27
3) La thèse de Mancini	28
4) La thèse de Savigny	28
<i>D - La doctrine moderne</i>	28

PARTIE 1

Les principes généraux du droit international privé

TITRE 1 • Les principes généraux des conflits de juridictions

Chapitre 1	La détermination du tribunal compétent	33
1	Le droit commun français	33
	<i>A - Les règles de compétence</i>	33
	1) Les règles ordinaires de compétence des tribunaux français	34
	a) <i>Le principe de transposition des règles de compétence internes</i>	35
	b) <i>Les règles de compétence purement internationales</i>	38
	2) Le privilège de juridiction des articles 14 et 15 du Code civil	39
	a) <i>Les bénéficiaires des articles 14 et 15</i>	39
	b) <i>Les actions concernées</i>	41
	c) <i>Le régime des articles 14 et 15</i>	41
	d) <i>La détermination du tribunal spécialement compétent</i>	43
	<i>B - Le régime des règles de compétence</i>	43
	1) L'exception d'incompétence	43
	a) <i>L'incompétence est invoquée par le défendeur</i>	44
	b) <i>L'incompétence est soulevée d'office par le juge</i>	44
	2) Les conflits de procédures	44
	a) <i>La litispendance</i>	45
	b) <i>La connexité</i>	46
	3) Les dérogations conventionnelles aux règles de compétence	47
	a) <i>Les clauses attributives de juridiction (ou clause d'élection de for)</i>	47
	b) <i>Les compromis et clauses compromissaires</i>	49
	4) Les immunités	49
	a) <i>Les États étrangers</i>	49
	b) <i>Les souverains et chefs d'État étrangers</i>	51
2	Le droit de l'Union européenne	52
	<i>A - Le règlement du 12 décembre 2012 en matière civile et commerciale</i>	54
	1) Le champ d'application du règlement	54
	a) <i>Le champ d'application matériel du règlement</i>	55
	b) <i>Le champ d'application dans l'espace du règlement</i>	55
	2) Les règles de compétence directe	56
	a) <i>La compétence fondée sur le domicile</i>	56
	b) <i>Les compétences spéciales</i>	57

3) Les règles protectrices de la partie faible	62
a) <i>La compétence en matière d'assurances</i>	62
b) <i>La compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs</i>	62
c) <i>La compétence en matière de contrats individuels de travail</i>	64
4) Les compétences exclusives	65
5) La prorogation volontaire de compétence	65
a) <i>Les clauses attributives de juridiction</i>	66
b) <i>La prorogation tacite de compétence</i>	67
6) Les conflits de procédures	67
a) <i>La litispendance</i>	67
b) <i>La connexité</i>	68
B - Les procédures simplifiées	69
1) La procédure européenne de règlement des petits litiges	70
a) <i>Le champ d'application du règlement</i>	70
b) <i>L'engagement, le déroulement et la conclusion de la procédure</i>	70
2) Le titre exécutoire européen pour les créances incontestées	70
a) <i>Le champ d'application du règlement</i>	71
b) <i>Le titre exécutoire européen</i>	71
3) La procédure européenne d'injonction de payer	72
a) <i>Le champ d'application du règlement</i>	72
b) <i>La procédure</i>	72

Chapitre 2 La procédure judiciaire 75

1 L'action en justice	75
A - <i>La capacité à agir</i>	75
B - <i>L'intérêt à agir</i>	75
C - <i>La qualité à agir</i>	76
D - <i>La prescription</i>	76
2 La preuve	76
A - <i>L'objet et la charge de la preuve</i>	76
B - <i>L'admissibilité des modes de preuve</i>	76
C - <i>La force probante des modes de preuve</i>	77
D - <i>L'obtention des preuves à l'étranger</i>	77

Chapitre 3 Les effets en France des jugements étrangers 79

1 Le droit commun français	80
A - <i>Les effets des décisions étrangères indépendamment de tout exequatur</i>	80
1) La force probante	80
2) L'effet de titre	80
3) L'effet de fait	80

4) La reconnaissance de plein droit	81
a) <i>La notion</i>	81
b) <i>La portée du principe</i>	82
c) <i>Le contrôle de régularité</i>	82
<i>B - L'exequatur</i>	82
1) Les décisions susceptibles d'exequatur	82
2) Les conditions de l'exequatur	83
a) <i>Le contrôle de la compétence du juge étranger</i>	83
b) <i>Le contrôle de la conformité de la décision étrangère à l'ordre public international français</i>	85
c) <i>Le contrôle de l'absence de fraude à la loi</i>	86
3) La procédure d'exequatur et ses effets	86
2 Le règlement du 12 décembre 2012	87
<i>A - La reconnaissance des décisions</i>	87
1) Le principe d'une reconnaissance de plein droit	87
2) La possibilité d'un contrôle de régularité	88
a) <i>Le refus de reconnaissance</i>	88
b) <i>Le constat de l'absence de motifs de refus de reconnaissance</i>	89
<i>B - L'exécution des décisions</i>	89

TITRE 2 • Les principes généraux des conflits de lois

Chapitre 4 Les méthodes de résolution des conflits de lois	93
1 La méthode bilatérale	93
<i>A - La méthode bilatérale classique</i>	93
<i>B - L'évolution de la méthode bilatérale</i>	94
1) Les clauses d'exception	94
2) Le principe de proximité	95
3) La méthode des règles de conflit à coloration substantielle ou matérielle	95
2 La méthode unilatéraliste	95
<i>A - Présentation générale</i>	96
<i>B - L'exemple des lois de police</i>	96
1) Les lois de police françaises	96
a) <i>La spécificité méthodologique des lois de police</i>	96
b) <i>L'identification des lois de police françaises</i>	97
2) Les cas particuliers des lois de police étrangères et européennes	98
a) <i>Les lois de police étrangères</i>	98
b) <i>Les lois de police européennes</i>	99
3 La méthode des règles matérielles	100

Chapitre 5	Le cheminement conflictuel	101
1	La qualification	101
	<i>A - Présentation générale</i>	101
	<i>B - Le principe de la qualification lege fori</i>	102
	<i>C - La portée du principe de la qualification lege fori</i>	103
2	Le renvoi	103
	<i>A - Présentation générale</i>	103
	<i>B - Les opinions doctrinales</i>	104
	1) Les arguments défavorables au renvoi	104
	2) Les arguments favorables au renvoi	105
	<i>a) Les arguments d'ordre pratique</i>	105
	<i>b) Les arguments d'ordre théorique</i>	105
	<i>C - Le droit positif</i>	105
	1) Le renvoi au premier degré	105
	2) Le renvoi au second degré	106
	<i>D - Le renvoi de qualifications</i>	107
3	Le conflit mobile	108
	<i>A - Les propositions doctrinales</i>	108
	1) La thèse des droits acquis	108
	2) La transposition des règles internes de conflit de lois dans le temps	108
	3) L'interprétation de la règle de conflit	109
	<i>B - Le droit positif</i>	109
4	Les questions préalables	110
Chapitre 6	Le régime de la loi étrangère	113
1	La mise en œuvre de la loi étrangère	113
	<i>A - La condition procédurale de la règle de conflit</i>	113
	1) La force obligatoire de la règle de conflit à l'égard du juge	113
	<i>a) L'étendue de l'office du juge</i>	114
	<i>b) Les obstacles à l'application de la règle de conflit</i>	115
	2) La force obligatoire de la règle de conflit à l'égard des parties	116
	<i>B - La condition procédurale de la loi étrangère</i>	118
	1) La connaissance de la loi étrangère	118
	<i>a) L'étendue de l'office du juge</i>	118
	<i>b) Les modes d'information sur la loi étrangère</i>	119
	2) Le contrôle de la Cour de cassation	120
	<i>a) Le contrôle de l'application de la règle de conflit</i>	120
	<i>b) Le contrôle de l'application de la loi étrangère</i>	120
2	L'éviction de la loi étrangère applicable	121
	<i>A - L'exception d'ordre public international</i>	121

1) Définition de l'ordre public international	121
a) <i>La distinction de l'ordre public interne et de l'ordre public international</i>	122
b) <i>La référence aux principes essentiels du droit français</i>	122
c) <i>L'ordre public européen</i>	123
2) Conditions de mise en œuvre de l'exception d'ordre public international	124
a) <i>Le principe d'actualité de l'ordre public</i>	124
b) <i>La prise en compte du résultat concret</i>	124
c) <i>La prise en compte de la proximité</i>	124
d) <i>L'effet atténué de l'ordre public</i>	125
3) L'effet de l'exception d'ordre public international	125
<i>B - L'exception de fraude à la loi</i>	125
1) Les éléments constitutifs de la fraude	125
a) <i>La manipulation du rattachement</i>	126
b) <i>L'intention frauduleuse</i>	126
2) L'objet de la fraude	126
3) La sanction de la fraude	127

PARTIE 2

Les solutions spéciales du droit international privé

TITRE 1 • Le statut personnel et le droit patrimonial de la famille

Chapitre 7 Le statut individuel	133
1 L'identification de la personne	133
A - <i>Le service de l'état civil</i>	133
B - <i>Le nom</i>	134
C - <i>Le domicile</i>	134
2 La capacité	135
A - <i>La loi applicable à la capacité</i>	135
1) Énoncé du principe	135
2) La mise en œuvre du principe	136
B - <i>La protection organique des incapables</i>	137
1) Le droit commun français	137
2) Le droit conventionnel	137
a) <i>Le cas des mineurs</i>	138
b) <i>Le cas des majeurs</i>	138

Chapitre 8 Le statut familial et le patrimoine	141
---	-----

1 Le concubinage	141
2 Les partenariats	141

<i>A - Les conditions de formation du partenariat</i>	142
<i>B - Les effets du partenariat</i>	142
1) L'article 515-7-1	143
2) Le règlement du 24 juin 2016	143
<i>C - La dissolution du partenariat</i>	144
3 Le mariage	145
<i>A - La formation du mariage</i>	145
1) Les conditions de fond du mariage	145
a) <i>L'application de principe de la loi personnelle des futurs époux</i>	145
b) <i>La mise en œuvre de la loi personnelle</i>	146
2) Les conditions de forme du mariage	147
a) <i>Le mariage est célébré en France</i>	147
b) <i>Le mariage est célébré à l'étranger</i>	148
<i>B - Les effets du mariage</i>	149
1) La détermination de la loi applicable	149
2) Le domaine de la loi applicable	149
<i>C - Les obligations alimentaires</i>	150
1) La notion d'obligation alimentaire	150
2) La compétence	150
3) La loi applicable	151
4) La reconnaissance, la force exécutoire et l'exécution des décisions	151
<i>D - Les régimes matrimoniaux</i>	152
1) Les règles jurisprudentielles	152
a) <i>La détermination de la loi applicable</i>	152
b) <i>Le domaine de la loi applicable</i>	153
2) La Convention de La Haye du 14 mars 1978	153
a) <i>La détermination de la loi applicable au moment du mariage</i>	153
b) <i>Le changement de la loi applicable</i>	154
3) Le règlement du 24 juin 2016	155
a) <i>Les règles de compétence</i>	155
b) <i>La loi applicable</i>	156
c) <i>La reconnaissance et l'exécution des décisions</i>	156
4 Le divorce	157
<i>A - La détermination du tribunal compétent</i>	157
1) Le champ d'application du règlement du 23 novembre 2003	158
2) Les règles de compétence relatives à la séparation de corps, au divorce et à l'annulation du mariage	158
a) <i>L'article 3</i>	158
b) <i>L'article 7</i>	159
3) Les règles de compétence relatives à la responsabilité parentale	159
4) Les règles relatives au déplacement illicite d'un enfant	160
5) La vérification de sa compétence par le juge	160
6) La litispendance et les actions dépendantes	160

<i>B - La détermination de la loi applicable</i>	161
1) Les principes généraux du règlement du 20 décembre 2010	161
a) <i>Les États participants</i>	161
b) <i>Le champ d'application matériel</i>	161
c) <i>L'application universelle du règlement</i>	162
d) <i>L'exclusion du renvoi</i>	162
e) <i>Les rapports entre le règlement et d'autres textes relatifs à la matière matrimoniale</i>	162
2) Les règles de conflit de lois	162
a) <i>Le choix de la loi applicable par les époux</i>	162
b) <i>La loi applicable à défaut de choix par les époux</i>	163
c) <i>Les limites à l'application de la loi désignée</i>	163
<i>C - La reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères</i>	163
1) La reconnaissance des décisions	164
2) L'exécution des décisions	165
5 La filiation	165
<i>A - La filiation biologique</i>	165
1) L'établissement de la filiation	166
a) <i>Présentation des règles de conflit</i>	166
b) <i>Mise en œuvre des règles de conflit</i>	167
2) Les effets de la filiation	168
<i>B - La filiation adoptive</i>	169
1) Le régime de l'adoption internationale	169
a) <i>Les conflits de lois relatives à la filiation adoptive</i>	169
b) <i>Les effets de l'adoption</i>	170
2) La Convention de La Haye du 29 mai 1993	170
<i>C - La gestation pour autrui</i>	171
1) Présentation de la problématique	171
2) Les difficultés juridiques	172
a) <i>L'état civil</i>	172
b) <i>L'adoption</i>	174
c) <i>La possession d'état</i>	174
6 Les successions	175
<i>A - Les règles applicables jusqu'au 17 août 2015</i>	175
1) La détermination du tribunal compétent	175
2) La détermination de la loi applicable	177
a) <i>La distinction fondée sur la nature de la succession</i>	177
b) <i>Le domaine de la loi applicable</i>	178
c) <i>L'exception d'ordre public</i>	178
<i>B - Le règlement du 4 juillet 2012</i>	179
1) Le champ d'application du règlement	179
2) La détermination du tribunal compétent	179
a) <i>Le principe général</i>	179
b) <i>Les compétences subsidiaires</i>	180
3) La détermination de la loi applicable	180
a) <i>La portée universelle du règlement</i>	180
b) <i>Les règles de conflit de lois</i>	180
c) <i>Le domaine de la loi compétente</i>	182
d) <i>La mise en œuvre de la loi compétente</i>	182
4) La reconnaissance et la force exécutoire des décisions	182

Chapitre 9	Les obligations extra-contractuelles	187
1	Les solutions traditionnelles du droit international privé français	187
	<i>A - La détermination de la loi applicable</i>	187
	<i>B - Le domaine de la loi applicable</i>	188
2	Le règlement « Rome II » du 11 juillet 2007	188
	<i>A - Les principes généraux</i>	189
	1) Le champ d'application matériel du règlement	189
	2) La notion d'obligation non contractuelle	189
	3) Le caractère universel du règlement	189
	4) L'exclusion du renvoi	189
	<i>B - La détermination de la loi applicable</i>	189
	1) La règle générale	190
	2) Les règles particulières	190
	<i>a) La responsabilité du fait des produits</i>	190
	<i>b) La concurrence déloyale</i>	190
	<i>c) Les atteintes à l'environnement</i>	190
	<i>d) La responsabilité du fait de grève ou de lock-out</i>	191
	<i>e) L'enrichissement sans cause</i>	191
	<i>f) La gestion d'affaires</i>	191
	<i>g) La culpa in contrahendo</i>	191
	<i>C - Le choix de la loi applicable</i>	191
	<i>D - La portée de la loi applicable</i>	192
	<i>E - Les réserves à l'application de la loi applicable</i>	192
3	Les conventions internationales	192
	<i>A - La Convention de La Haye du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière</i>	193
	<i>B - La Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits</i>	193
Chapitre 10	Les obligations contractuelles	195
1	Présentation générale et historique	195
	<i>A - L'apport de la jurisprudence</i>	195
	<i>B - La Convention de Rome du 19 juin 1980</i>	196
2	Le règlement « Rome I » du 17 juin 2008	197
	<i>A - Le champ d'application matériel du règlement</i>	198
	<i>B - La détermination de la loi applicable</i>	198
	1) Les règles générales	199
	<i>a) Les parties ont choisi la loi applicable</i>	199
	<i>b) Les parties n'ont pas choisi la loi applicable</i>	200

2) Les règles spéciales	200
a) <i>Les contrats de transport</i>	201
b) <i>Les contrats de consommation</i>	201
c) <i>Les contrats d'assurance</i>	202
d) <i>Les contrats individuels de travail</i>	202
e) <i>Les cessions de créances et subrogations conventionnelles</i>	203
f) <i>La subrogation légale</i>	203
g) <i>La compensation légale</i>	203
3) Le domaine de la loi applicable	203
a) <i>L'énoncé du principe</i>	203
b) <i>Les limites du principe</i>	204

TITRE 3 • Les autres solutions spéciales

Chapitre 11 Les biens 207

1 Les biens corporels	207
A - <i>La détermination de la loi applicable</i>	207
1) Les immeubles	207
2) Les meubles	207
B - <i>Le domaine de la loi applicable</i>	208
2 Les biens incorporels	208

Chapitre 12 La forme des actes 209

Chapitre 13 Les procédures collectives 211

1 La détermination du tribunal compétent	211
A - <i>Les critères de compétence</i>	211
B - <i>La portée des procédures</i>	212
C - <i>Le cas particulier des groupes de sociétés</i>	212
2 La détermination de la loi applicable	212
3 La reconnaissance des procédures d'insolvabilité	213

PARTIE 3

Le droit de la nationalité et la condition des étrangers

TITRE 1 • Le droit de la nationalité

Chapitre 14 Les principes généraux du droit de la nationalité 219

1 Les critères d'attribution de la nationalité	219
--	-----

2 Les sources du droit de la nationalité	220
<i>A - Les sources internationales</i>	220
<i>B - Les sources internes</i>	221
3 Les conflits de nationalités	221
<i>A - Les conflits négatifs de nationalité</i>	221
<i>B - Les conflits positifs de nationalités</i>	221

Chapitre 15 Le droit français de la nationalité 223

1 Les règles de fond	223
<i>A - La nationalité française d'origine</i>	223
1) Les cas d'attribution de la nationalité française	223
<i>a) L'attribution de la nationalité par filiation</i>	223
<i>b) L'attribution de la nationalité par la naissance en France</i>	224
2) Les dispositions communes aux différents cas d'attribution de la nationalité française	225
<i>B - L'acquisition de la nationalité française</i>	225
1) Les cas d'acquisition de la nationalité française	225
<i>a) L'acquisition de la nationalité française à raison du mariage</i>	225
<i>b) L'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France</i>	226
<i>c) L'acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité</i>	227
<i>d) L'acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique</i>	228
2) La cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française	229
3) Les effets de l'acquisition de la nationalité française	229
<i>C - La perte de la nationalité française et la réintégration dans la nationalité française</i>	230
1) La perte de la nationalité française	230
<i>a) La perte de la nationalité par déclaration</i>	230
<i>b) La perte de la nationalité par décret</i>	230
<i>c) La perte de la nationalité par jugement</i>	231
2) La réintégration dans la nationalité française	231
2 Les règles de forme	232

TITRE 2 • La condition des étrangers en France

Chapitre 16 Les personnes physiques 235

1 L'entrée et le séjour des étrangers en France	235
<i>A - L'entrée en France</i>	235
<i>B - Le séjour en France</i>	236
1) La carte de séjour	236
2) Le contrat d'intégration républicaine	237

3) Le regroupement familial	237
2 Les droits civils et politiques des étrangers en France	237
<i>A - Les droits politiques</i>	237
<i>B - Les droits civils</i>	238
C hapitre 17 Les sociétés	241
<hr/>	
1 La nationalité des sociétés	241
2 La reconnaissance des sociétés étrangères en France	242
B ibliographie	243
I ndex	245